

POUR LA SAUVEGARDE DU SERVICE PUBLIC D'ÉDUCATION

Un métier difficile qui ne paye pas

En 2019 les professeur-e-s apprenaient qu'un projet de réforme des retraites leur offrait la misère comme horizon avec des amputations sur les pensions allant jusqu'à 550 euros.

Les années covid ont vu les collectifs de travail se déliter progressivement à mesure que les salles des maître-sse-s étaient désertées pour raison sanitaire.

À la sortie du tunnel, quand chacun-e attend un retour à la normale, pour enfin reformer du collectif et retrouver le sens du métier, le Ministère annonce la généralisation des évaluations d'écoles.

En cette rentrée 2022, le nombre de professeur-e-s non titulaires devant élèves interroge parents et professeurs. D'autant que les contractuel-le-s, sans concours et peu formé-e-s, sont mieux payé-e-s que les titulaires à ancienneté égale.

La mobilité des personnels est très réduite puisque cette année, seules 5 % des demandes de mutation ont été accordées. Face à des situations d'urgence certain-e-s envisagent des démissions...

Aucune revalorisation réelle (à hauteur de l'inflation) n'a été enregistrée à ce jour. Au contraire, les grilles salariales ne cessent de se tasser et les professeur-e-s des écoles commencent aujourd'hui à 1,14 fois le smic pour terminer leur carrière de moins en moins loin du smic. En 1980, iels commençaient à 2,3 smic.

Une offensive organisée contre l'école publique et la démocratie

L'Etat, qui ne parvient plus à former ses cadres, joue la carte de la compétence et de la mise en concurrence des enseignant-e-s et des écoles entre elles. Pour le privé, il prépare la fluidification du marché du travail enseignant en rendant désirables les emplois de contractuels..

Le management entre à l'Ecole d'où il avait été exclu depuis toujours pour mettre les futur-e-s citoyen-ne-s à l'abri de ce modèle antidémocratique qui est l'émanation pure du rapport salarial entre le détenteur du capital et le salarié.

En réalité, en précarisant, en dévalorisant et enfin en démoralisant le monde enseignant l'Etat offre un marché très lucratif au capital et livre la formation des citoyens à des intérêts financiers.

Ce faisant, il détruit la qualité de l'enseignement, il organise un apartheid social, et il détruit par avance la possibilité d'un sursaut démocratique face à tous les grands enjeux politiques futurs.